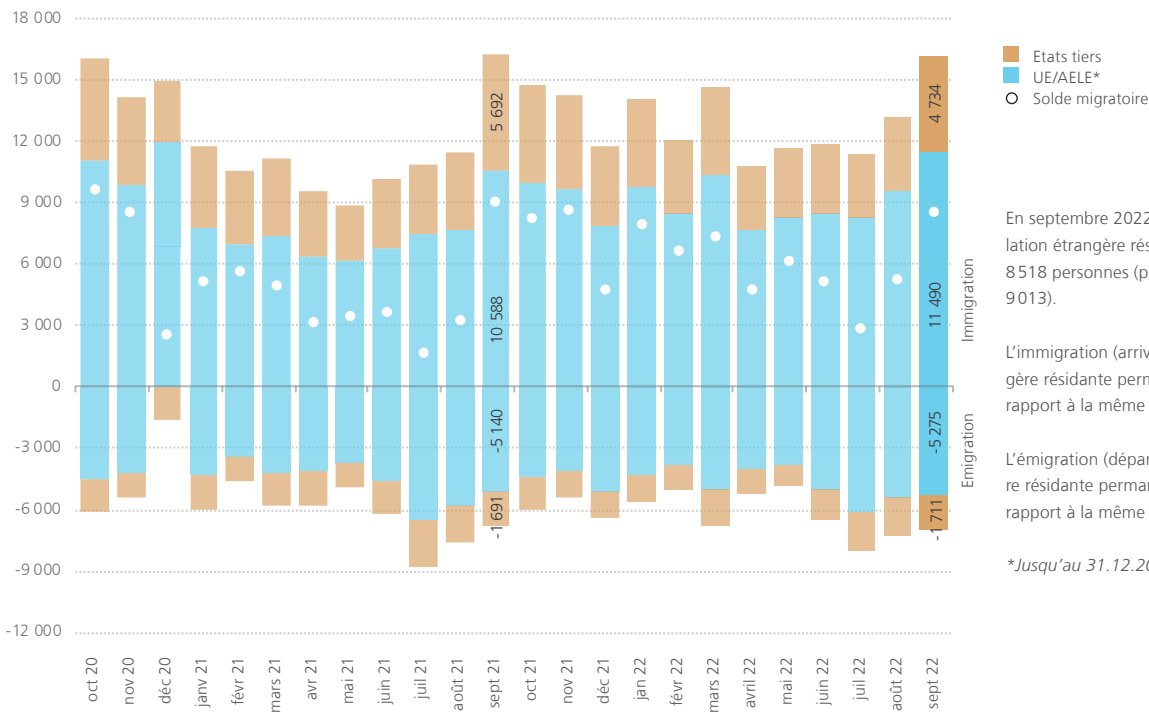




# Statistiques sur l'immigration – Septembre 2022

## Immigration, émigration et solde migratoire

Population résidente permanente de nationalité étrangère



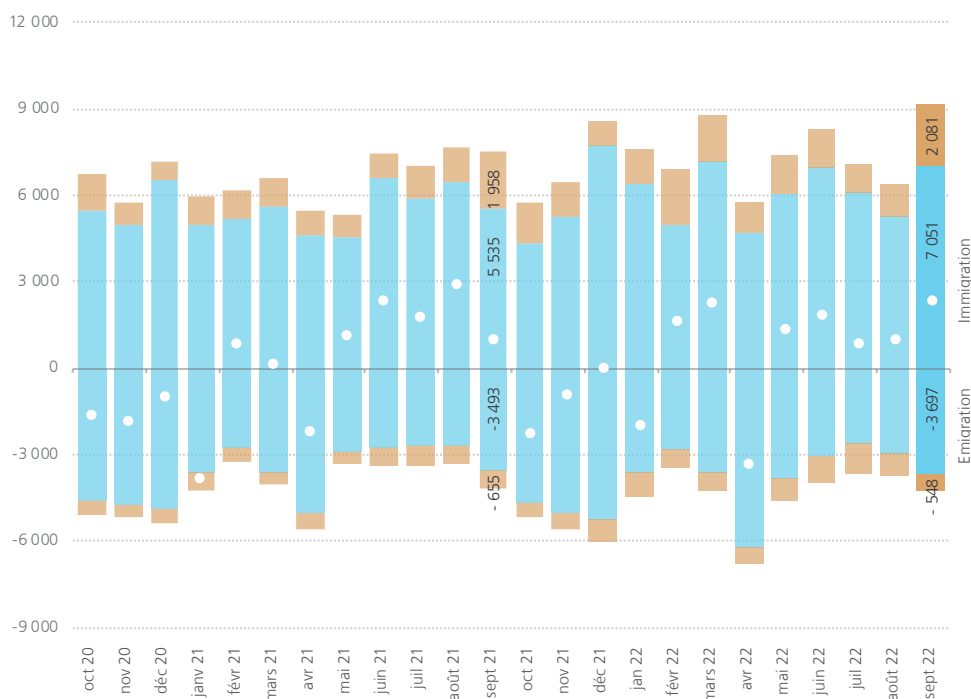
En septembre 2022, le solde migratoire de la population étrangère résidente permanente s'est établi à 8 518 personnes (période comparative de 2021 : 9 013).

L'immigration (arrivées) parmi la population étrangère résidente permanente a reculé de 0,3 % par rapport à la même période de 2021.

L'émigration (départs) parmi la population étrangère résidente permanente a augmenté de 2,3 % par rapport à la même période de 2021.

\*Jusqu'au 31.12.2020 y compris le Royaume-Uni.

Population résidente non permanente de nationalité étrangère



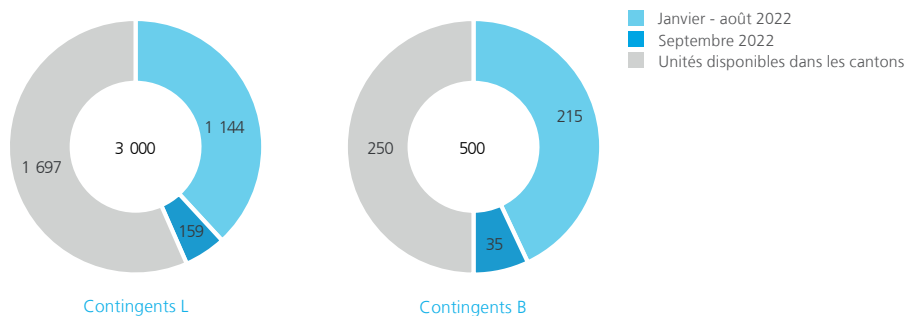
En septembre 2022, le solde migratoire de la population étrangère résidente non permanente s'est établi à 2 298 personnes (période comparative de 2021 : 951).

L'immigration (arrivées) parmi la population étrangère résidente non permanente a augmenté de 21,9 % par rapport à la même période de 2021.

L'émigration (départs) parmi la population étrangère résidente non permanente a augmenté de 2,3 % par rapport à la même période de 2021.

## Utilisation des autorisations de séjour contingentées

### Prestataires de services UE/AELE (> 120 jours par an)

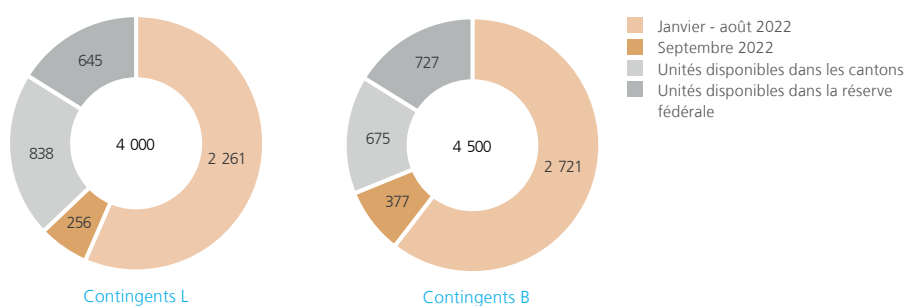


S'agissant des prestataires de services des États de l'UE/AELE, 3 000 autorisations de courte durée L et 500 autorisations de séjour B sont mises à leur disposition en 2022. Ces contingents annuels sont alloués trimestriellement.

A fin septembre 2022, 43 % du contingent d'autorisations de courte durée L et 50 % du contingent d'autorisations de séjour B étaient utilisés.

Le total d'unités encore disponibles dans les cantons s'élevait à 1 697 autorisations L et 250 autorisations B. S'y ajoute la réserve de l'année précédente (1 476 autorisations L et 204 autorisations B).

### Etats tiers

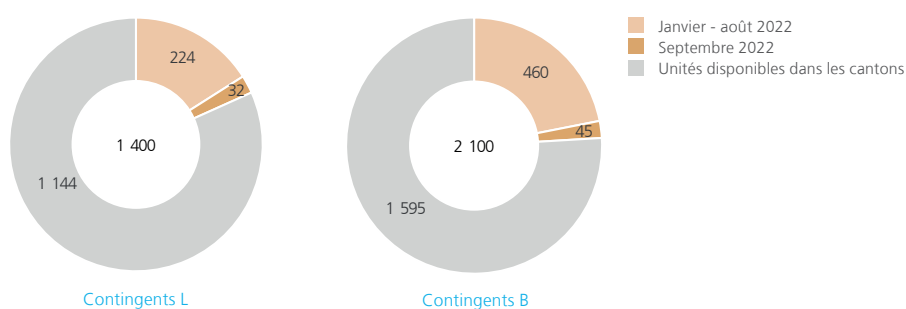


Pour l'année 2022, 4 000 autorisations de courte durée L et 4 500 autorisations de séjour B sont à disposition des travailleurs en provenance d'États tiers.

A fin septembre 2022, 63 % du contingent d'autorisations de courte durée L et 69 % du contingent d'autorisations de séjour B étaient utilisés.

Le total d'unités encore disponibles dans les cantons s'élevait à 838 autorisations L et 675 autorisations B. Quant à la réserve fédérale, elle comptait 645 autorisations L et 727 autorisations B. À cela s'ajoute la réserve de l'année précédente (1 062 autorisations L et 916 autorisations B).

### Royaume-Uni

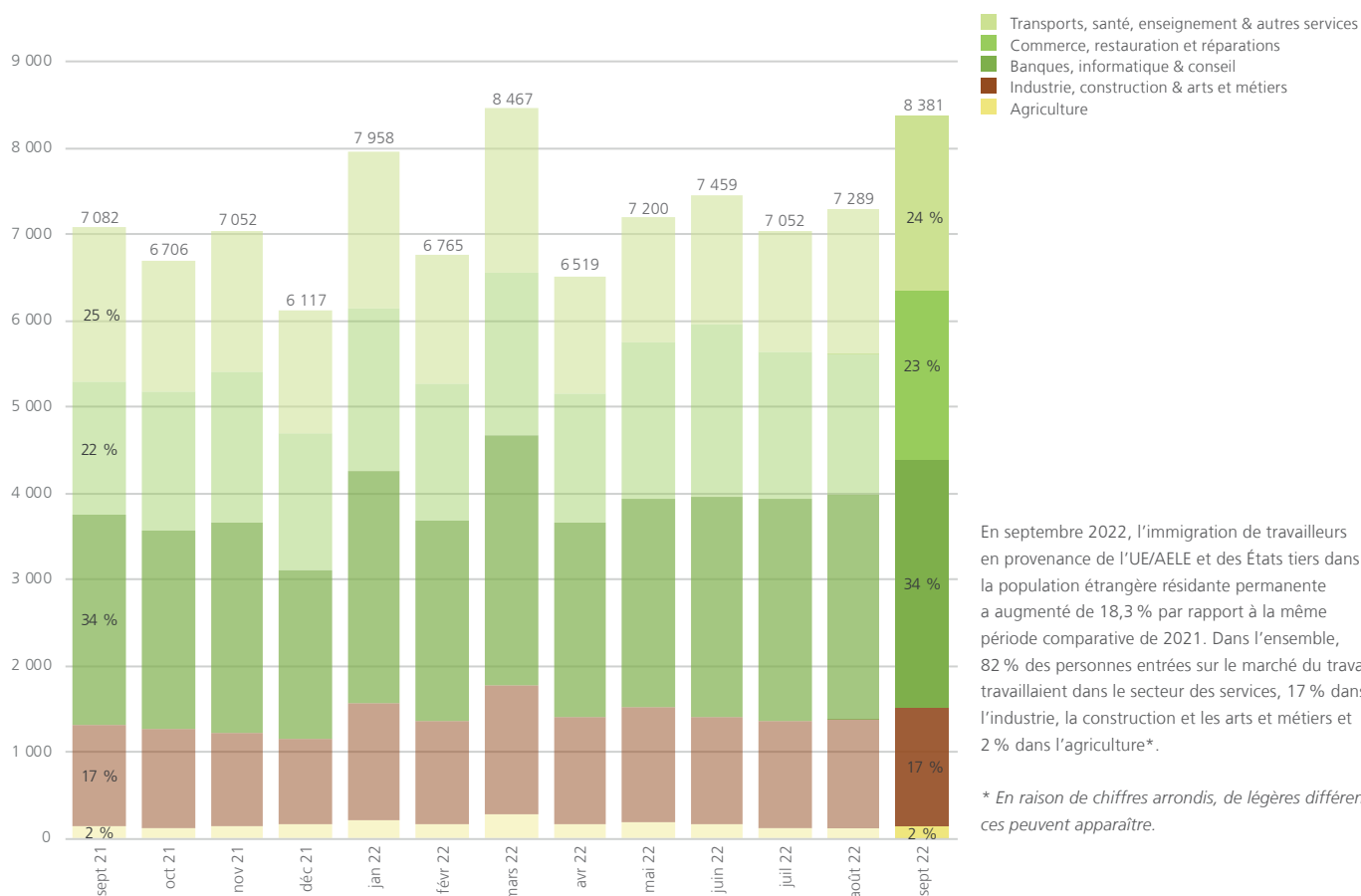


Pour l'année 2022, 1 400 autorisations de courte durée L et 2 100 autorisations de séjour B sont à disposition des travailleurs en provenance du Royaume-Uni. Ces contingents annuels sont alloués trimestriellement.

A fin septembre 2022, 18 % du contingent d'autorisations de courte durée L et 24 % du contingent d'autorisations de séjour B étaient utilisés. Le total d'unités encore disponibles dans les cantons s'élevait à 1 144 autorisations L et 1 595 autorisations B.

# Immigration dans le marché du travail, par secteur et par branche économiques

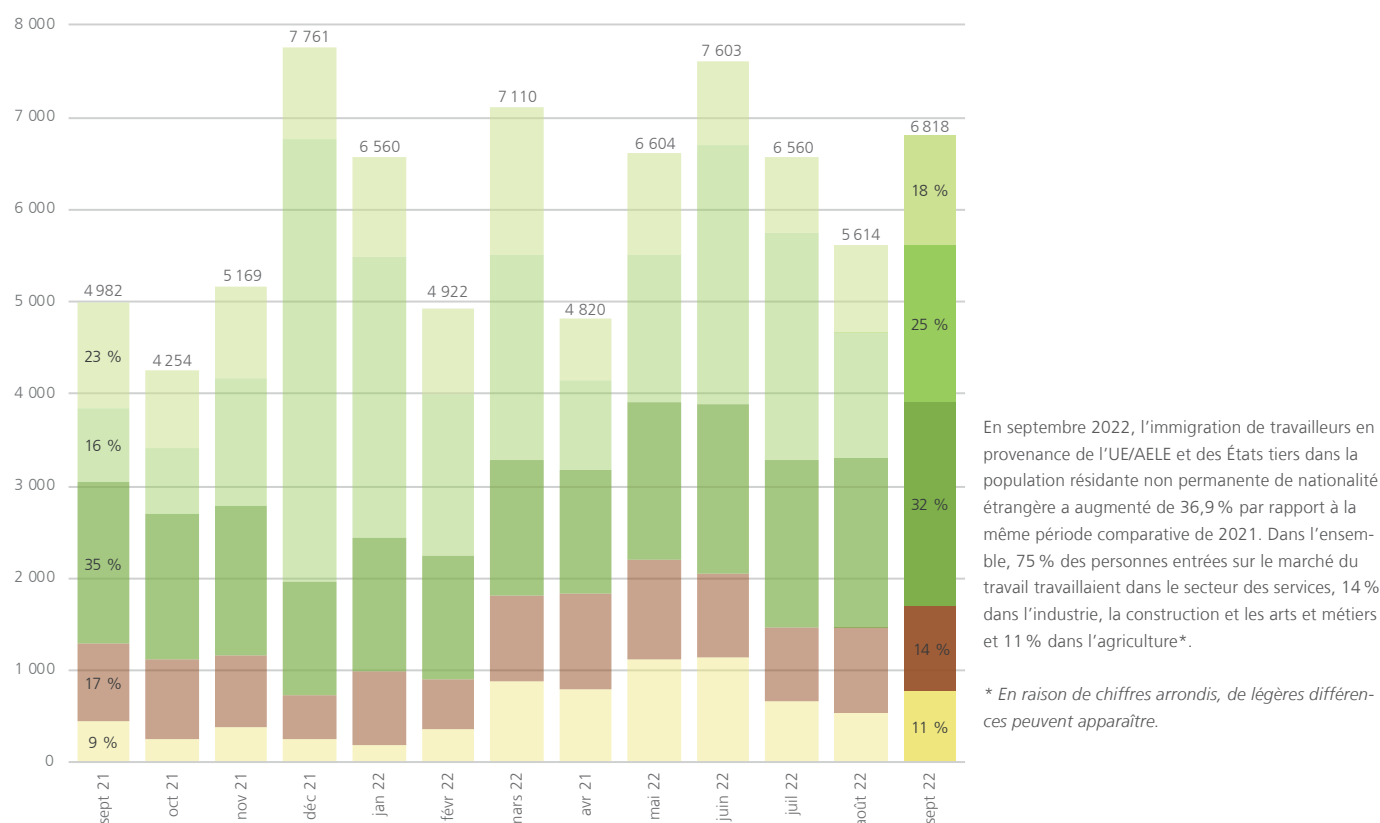
## Population résidente permanente de nationalité étrangère



En septembre 2022, l'immigration de travailleurs en provenance de l'UE/AELE et des États tiers dans la population étrangère résidente permanente a augmenté de 18,3 % par rapport à la même période comparative de 2021. Dans l'ensemble, 82 % des personnes entrées sur le marché du travail travaillaient dans le secteur des services, 17 % dans l'industrie, la construction et les arts et métiers et 2 % dans l'agriculture\*.

\* En raison de chiffres arrondis, de légères différences peuvent apparaître.

## Population résidente non permanente de nationalité étrangère



En septembre 2022, l'immigration de travailleurs en provenance de l'UE/AELE et des États tiers dans la population résidente non permanente de nationalité étrangère a augmenté de 36,9 % par rapport à la même période comparative de 2021. Dans l'ensemble, 75 % des personnes entrées sur le marché du travail travaillaient dans le secteur des services, 14 % dans l'industrie, la construction et les arts et métiers et 11 % dans l'agriculture\*.

\* En raison de chiffres arrondis, de légères différences peuvent apparaître.

# Définitions des termes statistiques

**AELE** : l'AELE regroupe, outre la Suisse, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

**ALCP** : accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'Union européenne (RS 0.142.112.681).

**Émigration (départs)** : ressortissants étrangers comptés parmi la population résidente permanente ou non permanente de nationalité étrangère qui quittent la Suisse au cours d'une période donnée (p. ex. mois, année). Émigration (départs) = émigration effective + diminution due à un changement de statut. Les naturalisations et les décès ne sont pas pris en compte.

**Immigration (arrivées)** : ressortissants étrangers ayant immigré en Suisse au cours d'une période donnée (p. ex. mois, année). Immigration (arrivées) = immigration effective + passages du domaine de l'asile + augmentation due à un changement de statut. Les naissances ne sont pas prises en compte.

**LEI** : loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (RS 142.20).

**OASA** : ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (RS 142.201).

**Population résidente non permanente de nationalité étrangère** : tous les ressortissants étrangers titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée qui résident en Suisse durant moins d'un an. Les personnes issues du domaine de l'asile (permis N, S ou F) ne sont pas prises en compte dans cette catégorie puisque, sur le plan juridique, elles relèvent du domaine de l'asile et non de celui des étrangers.

**Population étrangère résidente permanente** : cette catégorie de personnes regroupe tous les ressortissants étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement C, d'une autorisation de séjour B, d'une autorisation de séjour de courte durée L pendant 12 mois ou plus et les réfugiés reconnus. Par contre, les requérants d'asile, les personnes à protéger, les personnes admises à titre provisoire, les diplomates munis d'une autorisation de séjour délivrée par le DFAE, les fonctionnaires internationaux et les membres de leur famille ne sont pas comptés, à moins qu'ils n'exercent une activité lucrative. Les données fournies par le SEM s'appuient sur le nombre des autorisations octroyées.

**Prestataires de services UE/AELE** : La fourniture d'une prestation de services par des entreprises établies dans les États membres de l'UE/AELE pour une durée supérieure à 90 jours de travail effectif par année civile est soumise en principe à la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI). Elle comprend les travailleurs détachés par une entreprise dont le siège se trouve dans un État membre de l'UE/AELE indépendamment de leur nationalité et les prestataires indépendants ressortissants de l'UE/AELE dont le siège de leur entreprise se trouve dans un État membre de l'UE/AELE. Les autorisations délivrées en vue de fournir une prestation de services sont imputées sur les contingents lorsque le séjour est supérieur à 120 jours par année civile conformément à l'OASA.

**Ressortissants d'États tiers** : ressortissants des États non-membres de l'UE/AELE.

**Royaume-Uni (UK)** : le Royaume-Uni a quitté l'UE le 31 janvier 2020. Jusqu'au 31 décembre 2020 (phase de transition), l'ALCP demeurait applicable au Royaume-Uni. Depuis le 1er janvier 2021, les ressortissants du Royaume-Uni sont considérés comme des ressortissants d'États tiers et sont, en principe, assujettis à la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI).

**Secteur économiques** : la classification de l'activité des personnes étrangères se base sur la publication « Nomenclature Générale des Activités économiques 1985 » (NOGA) de l'Office fédéral de la statistique. Les "autres services" comprennent notamment les communications et les administrations publiques.

**Solde migratoire** : différence entre l'immigration (arrivées) et l'émigration (départs) de ressortissants étrangers rapportée à chaque fois à la population étrangère résidente permanente ou non permanente. Sont également prises en compte les deux catégories « réactivations de séjour » et « autres diminutions » (corrections des mouvements de la population résidente permanente et non permanente de nationalité étrangère inhérentes au système de registres).

**UE** : Union européenne. Les 27 États membres de l'UE sont: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Suède, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque.